

Éthique visuelle dans le cadre des communications publiques

Directives visant à s'assurer que les personnes sont traitées avec dignité, respect et sollicitude lors de la collecte de données à des fins de communications publiques.



Légende : Samar Ab El-Ouf, photojournaliste palestinienne indépendante, au travail dans la bande de Gaza. 23 juillet 2019. Photographe : Alyona Synenko/CICR.

[Cliquez ici pour écouter la version audio](#)

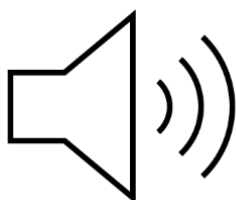


Table des matières

1. Le CICR, une source fiable	3
Dignité et vulnérabilité	4
Stéréotypes	5
Authenticité	7
Images choquantes	8
2. Consentement éclairé	9
Formulaires de consentement	10
Consentement de certains groupes de personnes vulnérables	11
Personnes décédées	13
Violence sexuelle et sexiste	14
3. Post-production	15
Données essentielles : descriptifs, légendes et métadonnées	16
4. Liens utiles	17

1. Le CICR : une source fiable

Les photographies et vidéos du CICR montrent la réalité des situations vécues par des personnes prises au piège des conflits et de la violence, et le travail de l'institution pour alléger leurs souffrances. Les images illustrent parfois les difficultés auxquelles ces personnes sont confrontées – mais également la résilience dont elles font preuve et la façon dont elles font face à ces situations. Les communications du CICR doivent être « honnêtes, exactes et respectueuses » tout en préservant « la dignité des communautés touchées par un conflit armé ou d'autres situations de violence », conformément à la [Doctrine 7](#)¹.

Le contenu publié devrait refléter certains des aspects suivants du travail du CICR :

- La vie réelle des personnes prises au piège des conflits et de la violence ;
- Le CICR proche des personnes et ce qu'il fait pour les aider ;
- Le CICR et ses partenaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ;
- La stratégie d'image du CICR – plus de détails dans le document sur la [communication pour la collecte de fonds](#) (en anglais seulement).



¹ Les principes directeurs du CICR ont été rédigés en se fondant sur les documents suivants : [Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophes](#), [Règles du CICR en matière de protection des données personnelles](#), [Code de conduite de Concord Europe régissant la diffusion d'images et de messages](#) (en anglais seulement) et doctrine 7 : [Doctrine du CICR en matière de communication externe](#) (voir principe 8 : Communiquer pour avoir un impact et de manière éthique, p. 15).

Légende : Fatimé n'avait jamais auparavant quitté la ville d'Al-Geneina, au Soudan. Son neveu a été blessé et ils ont fui, marchant pendant des jours jusqu'à la frontière avec le Tchad. « Mon neveu a reçu une balle en plein visage. Ils l'ont laissé pour mort et sont partis. C'est comme ça qu'il a survécu. Je l'ai pris avec moi et nous avons marché pendant deux jours avant d'atteindre Adré. Grâce à vous, il va pouvoir recevoir les soins dont il a besoin », dit Fatimé. Hôpital d'Adré, Tchad, 12 juillet 2023. Photographie : Eleonore Abena Kyeiwaa Asomani/CICR.

Dignité et vulnérabilité

Étant donné la nature des activités du CICR dans le cadre des conflits armés et d'autres situations de violence, les personnes et les communautés avec lesquelles il travaille sont souvent vulnérables. Elles sont parfois blessées, fuient la violence ou sont en quête de nourriture et d'un abri. Il est important de documenter ces aspects afin de montrer les conditions de vie de ces personnes et d'expliquer pourquoi l'aide humanitaire est nécessaire. Cependant, photographier ou filmer des personnes vulnérables demande une attention particulière. Afin de respecter la dignité humaine et de ne pas mettre les gens en danger, le CICR s'attache à :

- éviter d'associer vulnérabilité et impuissance, et mettre plutôt en lumière la résilience, le courage et la responsabilisation des personnes, malgré la situation difficile dans laquelle elles se trouvent ;
- éviter de considérer ces personnes comme des objets et se concentrer plutôt sur leur humanité, leurs émotions, leurs préférences et leurs aspirations. Les représenter dans leur globalité, sans s'attacher uniquement à ce qui les rend vulnérables, aide les lecteurs à se sentir davantage concernés par leur expérience ;
- éviter de montrer des personnes dans des situations humiliantes ou dégradantes². La dignité n'est pas toujours représentée de la même manière selon les cultures et le contexte mais le caractère dégradant d'une situation peut en général être évité en demandant à la personne concernée son consentement (voir page 9).

² Dans les précédentes lignes directrices du CICR relatives aux contenus audiovisuels, le terme « dégradant » était défini comme « causant une perte de respect de soi ; provoquant un sentiment de honte ou d'atteinte à la dignité ».



Légende : Umar Sanda cherche son fils Grema depuis sept ans. Ils ont fui leur village pendant une attaque et ont été séparés. M. Sanda refuse de croire que son fils est peut-être mort. Le CICR travaille avec la Croix-Rouge du Nigéria afin d'élucider le sort de proches disparus et, dans le meilleur des cas, réunir les familles. Pour faire face à cette situation, M. Sanda prie, s'occupe en vendant des noix de kola et s'entoure d'amis. Nord-est du Nigéria, 2020. Photographie : Prichilla Absi/CICR.

Pour vous aider à prendre les bonnes décisions lorsque vous recueillez du contenu, vous pouvez vous poser les questions suivantes :

- est-ce que je connais suffisamment la situation de la personne que j'ai photographiée/filmée (**qui, quoi, où, comment et pourquoi**) et ai-je obtenu son consentement éclairé ? Sans ce consentement, le contenu ne sera sans doute pas utilisable (voir p. 9 le chapitre sur le consentement éclairé et p. 16, le paragraphe sur les données essentielles).
- s'il s'agissait de ma famille, de mes amis ou de mes proches, est-ce que la façon dont ils sont représentés me conviendrait ?
- s'il s'agissait de mon enfant, quelle serait ma réaction en voyant cette photo ou vidéo ?

Pour en savoir plus, veuillez consulter le document [Communications centrées sur les personnes : lignes directrices internes](#).

Stéréotypes

Les stéréotypes sont des représentations généralisées de groupes de personnes qui réduisent la complexité des êtres humains à une seule idée. Les stéréotypes peuvent être nuisibles, voire

dangereux, et avoir de réelles conséquences, en particulier lorsqu'ils véhiculent des idées négatives sur des personnes marginalisées.

Nous avons tous en tête des stéréotypes, intégrés parfois inconsciemment, qui peuvent ressurgir lorsque nous sommes en train de réaliser ou de sélectionner des photos ou des vidéos. Il est pourtant de notre responsabilité de ne pas les perpétuer. Assurez-vous que des collègues locaux ou des membres de la communauté concernée participent à la création de contenu, et posez-vous les questions suivantes :

- qui (ou quels groupes) sommes-nous en train de montrer ?
- quelles sont les relations de pouvoir entre ces groupes ? Ces dynamiques sont-elles exposées de façon intentionnelle ?
- certaines personnes sont-elles montrées de façon stéréotypée ?
- la communauté apporte-t-elle son aide ou la reçoit-elle uniquement ? Les membres de la communauté s'expriment-ils ou écoutent-ils seulement ?
- outre le fait de mettre en évidence la situation de la personne concernée (qui, quoi, où, pourquoi), celle-ci est-elle représentée dans sa globalité (ses espoirs, la résilience dont elle fait preuve et sa détermination) ?

Si vos photos ou vidéos sont destinées à un public international, gardez à l'esprit que les images suivantes sont surreprésentées dans les communications des organismes humanitaires :

- la pauvreté dans certains pays, en particulier sur le continent africain ;
- des femmes et des personnes en situation de handicap dans des rôles passifs ;
- des enfants portant des vêtements dégradants ;
- des travailleurs blancs, d'origine occidentale, fournissant une aide à des locaux qui la reçoivent passivement (ou qui apparaissent en arrière-plan).



Légende : Shamsullah a 14 ans. Il a perdu ses deux jambes en 2015 dans l'explosion d'une mine terrestre. L'hôpital des urgences l'a orienté vers le centre de réadaptation physique du CICR. Il peut désormais marcher avec des prothèses et a deux cannes. Shamsullah étudie beaucoup. Le matin, il suit des cours dans une école privée et l'après-midi, dans une école publique. Lashkar Gah (province d'Helmand), Afghanistan, 15 novembre 2018. Photographe : Andrew Quilty.

Authenticité

Étant donné la nature de son travail dans des zones de conflit, le CICR est souvent amené à photographier et filmer des situations que les médias traitent parfois de façon sensationnaliste. Pour garantir l'intégrité des contenus, ceux-ci doivent être aussi authentiques que possible et rester fidèles à la réalité vécue par les personnes concernées – ils doivent être recueillis de façon « honnête, exacte et respectueuse ». Idéalement, les personnes devraient être photographiées ou filmées dans leur environnement réel, sans aucune mise en scène (p.ex., pour reconstituer des événements dramatiques ou qui ont bouleversé leur existence). Surtout, les contenus obtenus ne devraient jamais nuire à la personne représentée ou lui causer un stress supplémentaire (voir chapitre concernant le consentement éclairé, page 9).

Contenu généré par l'intelligence artificielle et fond vert

Une politique générale sera prochainement adoptée à ce sujet. En attendant, veuillez garder à l'esprit que le CICR est une source fiable d'information. Tout contenu généré par l'intelligence artificielle doit donc être clairement indiqué comme tel afin de ne pas le confondre avec la réalité. Il en va de même pour l'utilisation d'un fond vert. Rien ne doit être utilisé de façon à semer la

confusion sur ce qui est réel et ce qui ne l'est pas, ou à montrer quelqu'un dans un lieu où il n'y est pas³.

Images choquantes

Une certaine prudence doit être observée lorsqu'il s'agit de publier des images susceptibles de heurter la sensibilité du public (telles que des brûlures ou des mutilations), des images représentant des actes de violence ou des informations médicales personnelles sur les plateformes numériques. Il convient donc de tenir compte non seulement de la vulnérabilité et de la dignité des personnes concernées (comme indiqué plus haut) mais également du caractère sensible des informations dévoilées. C'est particulièrement le cas pour les images révélant des données sur la santé d'une personne. Ces données sont, par définition, des informations sensibles et doivent donc faire l'objet d'une attention particulière lors de leur traitement.

En cas de doute, discutez-en avec un collègue chargé de la protection afin de déterminer si la publication de l'image ou la diffusion de la vidéo en question présente un risque pour la personne concernée ou la rend davantage vulnérable.



Légende : la Croix-Rouge mexicaine dispense des soins médicaux à un migrant qui a été blessé en essayant de monter dans un train en marche. La Croix-Rouge remet aux migrants des brochures indiquant les endroits où se trouvent des bornes d'appels gratuites, des centres de soins médicaux et des abris le long de la route migratoire. Ciudad Serdán (État de Puebla), 27 septembre 2016. Photographie : Brenda Islas/CICR

³ Exemple d'utilisation controversée de l'IA : [Amnesty International controversy over their use of AI-generated content](#) (en anglais seulement)

2. Consentement éclairé

En demandant le consentement de la personne dont vous prenez en photo ou que vous filmez, vous montrez que vous souhaitez établir une relation de confiance avec elle et que vous la respectez. Le climat de confiance ainsi instauré peut avoir un effet bénéfique non seulement sur votre travail avec la personne concernée, mais également sur la façon dont la communauté perçoit le CICR. Ainsi, chaque fois que possible, il convient d'essayer d'obtenir le consentement écrit de la personne avant de la photographier ou de la filmer. Dans les rares cas où cela n'est pas possible, et dans la mesure où la situation n'est pas dégradante pour la personne concernée, le consentement peut être demandé après. **Assurez-vous toujours que la délégation dispose de formulaires de consentement dans la langue requise afin de prendre plusieurs exemplaires avec vous lorsque vous prévoyez de recueillir des données visuelles.**

Il convient toutefois de noter que, même lorsqu'un consentement valable a été obtenu, le CICR est tenu de prendre en considération toutes les conséquences possibles liées à l'identification des personnes concernées. Dans ce contexte, par « identification » on entend « fournir des données personnelles, à savoir, rendre les visages identifiables sur des photographies ou dans des vidéos, citer le nom des personnes, y compris dans des enregistrements audio ou radiophoniques, ou fournir tout autre renseignement permettant de les identifier (nom des parents ou des frères et sœurs, adresse de leur domicile ou éléments liés à leur histoire personnelle, vêtement, etc.)⁴ ». Le processus visant à obtenir le consentement de la personne concernée est tout aussi important que la collecte de données en elle-même. Il faut s'assurer de la qualité du consentement, notamment vérifier qu'il n'a pas été obtenu sous la contrainte. Le consentement doit être éclairé, explicite, sans équivoque et librement donné. Il requiert qu'un échange approfondi ait lieu avec la personne concernée, et consiste à écouter et poser des questions⁵. Pour obtenir un consentement pleinement éclairé, il faut aussi prendre le temps de discuter de tous les risques envisageables. Bien que cette approche éthique demande du temps, elle permet également aux participants de s'exprimer davantage plutôt que de répondre par « oui » ou par « non ».

Lorsque vous collectez du contenu, les formulaires de consentement vont vous aider à communiquer clairement avec la personne (ou ses représentants légaux ou des membres de sa famille) en des termes simples permettant d'expliquer :

- qui vous êtes et pourquoi vous êtes ici ;
- où les photos ou les vidéos seront sans doute être publiées, en montrant des exemples ;
- que le contenu sera conservé dans nos archives.

Les personnes concernées doivent également être informées de leurs droits en matière de protection des données (information, accès, rectification et opposition), et obtenir les coordonnées d'un membre du personnel du CICR et de l'équipe de [protection des données](#)⁶ afin de pouvoir les contacter si elles ont une question ou souhaitent retirer leur consentement. Il est important de préciser qu'une fois qu'un produit de communication est publié, le CICR n'en a plus le plein contrôle car il ne peut pas agir sur l'utilisation qui en est faite par des tiers. La protection des données personnelles est un aspect essentiel de la protection de la vie et de l'intégrité physique et mentale

⁴ [Lignes directrices du CICR relatives à l'identification des enfants dans les produits de communication](#) (en anglais seulement)

⁵ Bond, [Putting the people in the pictures first: Ethical guidelines for the collection and use of content \(images and stories\)](#), Londres, 2019, p. 14.

⁶ Bureau de protection des données du CICR (dpo@icrc.org)

des personnes. Aussi convient-il de se référer et se conformer aux normes définies dans les Règles du CICR en matière de protection des données personnelles⁷.

Lorsque vous souhaitez photographier ou filmer une personne, vous devez lui donner à plusieurs reprises la possibilité de refuser ou d'exprimer ses préoccupations à cet égard. Il peut s'agir par exemple de consulter la liste de contrôle figurant au début du formulaire de consentement et de poser à la personne les questions suivantes :

- y a-t-il quelqu'un que vous ne souhaitez pas voir apparaître sur cette photo/vidéo ?
- préféreriez-vous que je ne vous photographie/filme pas, ou que je ne photographie/filme pas votre enfant ?
- souhaitez-vous continuer à être filmé·e ?⁸

Vous devez clairement indiquer à la personne qu'un refus de sa part n'aura pas de répercussions sur sa capacité – et celle de sa communauté – à bénéficier des services du CICR.

Si la personne concernée va être photographiée ou filmée d'une manière qui ne révélera pas son identité (en particulier si elle appartient à l'une des catégories de personnes vulnérables énumérées dans la section suivante), vous devriez également l'en informer pour la rassurer. Par exemple, montrez-lui les images après les avoir prises et discutez-en avec elle afin de s'assurer que la façon dont elle est présentée lui convient.

Formulaires de consentement

Les formulaires de consentement et les listes de contrôle et les explications qui les accompagnent peuvent être consultés ici :

[Formulaire de consentement \(adulte\)](#)

[Formulaire de consentement \(enfant\)](#)

Le consentement éclairé des personnes concernées est presque toujours requis, sauf s'il s'agit de personnalités publiques dans le cadre d'événements publics, de personnes dont le visage n'apparaît pas clairement ou qui n'occupent pas une place importante, ou des individus se trouvant dans la foule.

Veillez vous assurer que ces formulaires sont traduits dans les langues souhaitées et partagez-les avec vos collègues chargés de la communication et les travailleurs indépendants concernés. Veillez à ce qu'ils aient lu ces documents et compris la notion de consentement éclairé.

IMPORTANT : laissez une copie signée du formulaire de consentement à la personne que vous avez filmée/photographiée à titre de référence. Un second formulaire (ou une vidéo si la version écrite n'est pas possible) doit être enregistré avec le contenu sur [MediaHub](#)⁹ à des fins de diffusion et d'archivage.

⁷ [Règles du CICR en matière de protection des données personnelles](#)

⁸ Bond, [Putting the people in the pictures first: Ethical guidelines for the collection and use of content \(images and stories\)](#), Londres, 2019, p. 16.

⁹ [MediaHub](#)

Consentement de certains groupes de personnes vulnérables

Les éléments suivants servent de référence générale lorsque le consentement éclairé est requis. Dans toutes les situations où les personnes sont identifiables et lorsqu'elles ne figurent pas dans la catégorie A, le consentement éclairé est nécessaire.

Certaines situations requièrent de la spontanéité (p. ex., une évacuation médicale). On veillera dès lors à obtenir dès que possible le consentement de la ou des personnes concernées. Si cela n'est pas possible (p.ex., des blessés sont transportés d'urgence à l'hôpital), la ou les personnes concernées ne devront pas être reconnaissables sur les images ou les vidéos obtenues.

A. Pas de consentement requis :

- de la part de personnalités publiques (responsables, célébrités) dans le cadre d'événements publics ;
- de la part de personnes se trouvant dans un lieu public, à condition que leur visage n'apparaisse pas clairement ou qu'elles n'occupent pas une place importante sur l'image⁹ ;
- de la part d'individus se trouvant dans une foule¹⁰ ;

B. Consentement requis (écrit ou filmé) :

- personnes identifiables se trouvant dans un lieu public ;
- patients dans une clinique ou un hôpital ;

Sous certaines conditions, et en consultation avec un collègue du CICR chargé de la protection ou de la détention, il est possible de filmer/photographier les personnes suivantes :

- blessés et malades : tenir compte de leur dignité et vérifier s'ils peuvent donner leur consentement éclairé ;
- porteurs d'armes (membres de groupes armés/soldats) ;
- migrants et réfugiés ;
- enfants¹¹: tenez compte de leur dignité et vérifier si leur représentant peut donner son consentement éclairé ;
- détenus (autres que prisonniers de guerre) : décider au cas par cas avec l'aide d'un collègue du CICR chargé de la protection ou de la détention. Sans consentement, l'identité d'un détenu doit être protégée (visage flouté, vidéo prise sous un certain angle).

C. En raison de leur vulnérabilité, les personnes suivantes ne doivent jamais être identifiables sur les images collectées :

- auteurs présumés de violence sexuelle, quels que soient leur âge et leur sexe ;
- personnes qui ont demandé au CICR de ne pas être identifiables dans ses produits de

⁹ Comme précisé dans les [Lignes directrices relatives à l'identification des enfants dans les produits de communication](#) (en anglais seulement), par « place importante » on entend que la personne en question constitue le sujet dominant d'une photo ou d'une vidéo, et que les traits de son visage peuvent facilement permettre de l'identifier.

¹⁰ Les personnes identifiables au sein d'une foule ou à l'arrière-plan d'une image doivent être averties qu'une photo/vidéo va être réalisée et avoir la possibilité de s'y opposer ou de sortir du cadre.

¹¹ [Lignes directrices relatives à l'identification des enfants dans les produits de communication](#) (en anglais seulement)

communication ou qui ont retiré leur consentement ;

- prisonniers de guerre¹² ;
- certains enfants, notamment les enfants victimes/survivants de violence sexuelle et les enfants nés à la suite de violence sexuelle ;
- otages, car ils peuvent souffrir de traumatisme. Il faut donc envisager de protéger leur identité (flouter le visage, filmer selon un certain angle) et d'en discuter avec votre collègue chargé de la protection ou de la détention.

Aucune photo ni vidéo ne doit être prise des personnes suivantes :

- enfants associés à des forces armées ou groupes armés qui portent des armes ou ont une attitude menaçante ;
- personnes en possession de munitions non explosées.

N'oubliez pas :

- En votre qualité de photographe ou de vidéaste, gardez à l'esprit que l'éclairage, l'angle, la distance, le choix de l'objectif, le cadrage et l'arrière-plan peuvent modifier la manière dont les personnes sont montrées.
- Si une personne indique qu'elle ne souhaite pas être photographiée ou filmée (p. ex., en s'éloignant de l'objectif ou en levant la main pour vous bloquer la vue), vous devez respecter ce choix.

Voici deux exemples qui montrent comment photographier des personnes afin qu'elles ne puissent pas être identifiables, soit parce qu'elles l'ont demandé, soit sur la base des règles énoncées ci-dessus :



¹² Concernant les prisonniers de guerre, voir la III^e Convention de Genève, article 13, et la IV^e Convention de Genève, article 27.

Légende : enfant dont le père est incarcéré en Israël. La frontière est fermée depuis que le conflit s'est intensifié en 2022, limitant les visites des familles. Le CICR travaille en collaboration avec les autorités afin de promouvoir des conditions de détention humaines, dont le droit de rester en contact avec les familles. Gaza, 30 août 2022. Photographie : Abed Zaout/CICR.

Dans cet exemple, les services de chirurgie de guerre du CICR sont mis en avant sans montrer l'identité du patient.



Légende : « Ce soir, il y avait beaucoup de bruit » raconte Susanne Serry, infirmière pour le CICR. Les explosions se rapprochent. Il y a tellement d'enfants qui souffrent de brûlures ; les blessures grouillent de parasites. C'est dramatique. Un de mes collègues s'est effondré alors qu'il travaillait avec moi dans la salle d'opération. Il venait de recevoir un appel l'avertissant que dix membres de sa famille et son meilleur ami avaient été tués à Rafah, c'est affreux. Même si on travaillait 24h/24h, 7 jours sur 7, ce ne serait pas suffisant ». Hôpital européen, Bande de Gaza, 8 novembre 2023. Photographie : Paul Ley/CICR.

Personnes décédées

Le [guide pratique du CICR sur la diffusion de contenus audiovisuels abordant la question des restes humains](#) (en anglais seulement) établit des directives claires sur l'utilisation d'images représentant des personnes décédées ou leurs proches, des experts forensiques et, plus généralement, le travail médico-légal dans les produits de communication.

Il convient d'éviter de montrer des restes humains sur des photos ou dans des vidéos, sauf à des fins de documentation de cas médico-légaux ou de formation interne. S'agissant des publications externes, veuillez, si possible, consulter un collègue de l'équipe forensique et communiquer sur les activités médico-légales au moyen d'images qui ne montrent pas de restes humains (p.ex., du matériel visuel sur les formations ou les activités de rapatriement).

Voici une [liste d'images validées par l'Unité forensique du CICR](#) représentant des situations liées aux sciences forensiques conformément aux orientations fournies.



Légende : Marcelino a perdu quatre membres de sa famille – sa mère et trois frères et sœurs plus jeunes – dans les années 1980, au cours du conflit armé qui a eu lieu au Pérou. Plus de 30 ans se sont écoulés avant que leurs dépouilles ne soient découvertes, identifiées et rendues à la famille. Les quatre cercueils ont été transportés à travers les montagnes à dos d'âne et de cheval jusqu'au village d'origine de la famille, où les dépouilles ont été inhumées dans la dignité. 4 décembre 2016. Photographie : Kathryn Cook-Pellegrin/CICR.

Violence sexuelle et sexiste

La violence sexuelle et sexiste étant un sujet extrêmement sensible, il faut prêter une attention particulière au choix des images et à la façon de communiquer sur ce thème. Les conséquences personnelles et juridiques de cette violence, ainsi que son impact sur la communauté sont tels qu'il est particulièrement important de sensibiliser les gens à ce problème et aux dommages qu'il cause.

Cependant, comme tout sujet complexe, il est essentiel de communiquer sans porter préjudice aux personnes victimes/survivantes. La sécurité et l'intérêt supérieur de ces personnes doit toujours primer. Consultez un collègue du CICR chargé de la protection avant de collecter des informations et des données à ce sujet. Les questions posées pendant l'entretien doivent être respectueuses et exemptes de jugement, tout en tenant compte des particularités culturelles de chacun. Les personnes victimes/survivantes demandent parfois de faire une pause ou d'interrompre l'entretien. Il peut également arriver que l'entretien fasse involontairement naître en elles un sentiment d'anxiété, de panique ou de détresse et qu'elles aient besoin d'un appui urgent en matière de santé mentale.

Les enfants victimes de violence sexuelle, les enfants nés à la suite de violence sexuelle et les auteurs présumés de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle **ne doivent jamais pouvoir être identifiés** dans les produits de communication du CICR. Pour plus d'information, veuillez consulter les [lignes directrices du CICR relatives à l'identification des enfants dans les produits de communication](#) (en anglais seulement).

Un des principes clés du CICR est de ne jamais recueillir de témoignage de personnes victimes/survivantes sans leur proposer des mécanismes de prise en charge¹³, par exemple des informations sur les services spécialisés à leur disposition (soins médicaux, aide juridique, soutien économique ou appui en matière de protection). Vous devriez toujours avoir à portée de main la liste de la délégation répertoriant les services spécialisés à l'intention des personnes victimes/survivantes de violence sexuelle afin de partager ces informations avant et après l'entretien de façon claire et simple. Enfin, dans la mesure du possible, les différents moyens médiatiques du CICR devraient mentionner les services disponibles, les permanences téléphoniques et les autres moyens d'obtenir de l'aide (comme la page web dédiée aux personnes victimes/survivantes de violence sexuelle). Le personnel du CICR chargé de la communication devrait inclure ce message lorsqu'il propose des contenus en lien avec la violence sexuelle¹⁴.

3. Post-production

En tant que source fiable, les communications du CICR doivent être « honnêtes, exactes et respectueuses ». **Il est donc essentiel de réunir des informations sur le contenu (qui, quoi, quand, où pourquoi) et de les partager.** Lorsqu'il s'agit de publier le témoignage d'une personne, il vaut mieux disposer du plus grand nombre d'informations possible. Toutes ces données doivent être soigneusement intégrées dans [MediaHub](#) **au même titre que le formulaire de consentement**, en précisant si ce contenu est approuvé pour être communiqué au public et [archivé](#).

¹³ Si ces services ne sont pas disponibles dans la région, les entretiens avec des personnes victimes/survivantes de violence sexuelle ainsi que l'inclusion d'images ou de vidéos dans les produits de communication du CICR doivent être gérés avec prudence. Les personnes victimes/survivantes doivent être informées de l'absence de tels services et du fait que les produits de communication peuvent être utilisés à des fins de sensibilisation et de plaidoyer.

¹⁴ [Principes clés en matière de communication éthique sur la violence sexuelle](#) (en anglais seulement)

Données essentielles : descriptifs, légendes et métadonnées

Veuillez fournir des renseignements et partager sur [MediaHub](#) les données essentielles suivantes sur des photos ou des vidéos (qui devraient être en haute résolution) :

- **qui** a été filmé/photographié. Veuillez fournir des informations précises sur chaque personne qui apparaît sur la photo/vidéo : nom complet (correctement orthographié), âge, lieu et date. Indiquez également si la ou les personnes bénéficient de l'aide du CICR ou non. Évitez, dans la mesure du possible, de produire des contenus représentant des personnes dont l'identité n'est pas connue ;
- **formulaire de consentement (adulte/enfant)** ;
- brève description de la situation : **quoi, où, pourquoi et quand**. Chaque fois que cela est possible et approprié, il s'agira de décrire la situation des personnes concernées « avant et après », leurs besoins actuels et la façon dont le CICR leur apporte un appui. Cela permet de comprendre la situation dans sa globalité plutôt que d'y voir uniquement un moment de vulnérabilité ;
- **restrictions touchant le droit d'auteur** ou contrats de personnes indépendantes liés à ce contenu ;
- balisage des métadonnées¹⁵. Veuillez remplir les champs requis en suivant les directives pour les [vidéos](#) et les [photos](#).

Note : partez du principe que les personnes qui regardent ces images ne connaissent pas forcément les thèmes abordés ou le jargon du CICR (p.ex., « DIH »). Les différents concepts devraient être résumés et rédigés pour un public non expert.

Quelques pratiques de post-production

La façon dont le contenu est post-produit – recadré, scénarisé et édité avec d'autres photos/vidéos – peut fortement influencer la manière dont un individu est décrit et comment il sera perçu par l'audience. En tant que source fiable, le CICR doit, dans le cadre de son travail de post-production :

- donner une représentation exacte et complète des personnes ou des groupes de personnes ;
- ne pas manipuler les éléments constitutifs d'une image ;
- respecter toutes les restrictions d'édition sur les vidéos/photographies indiquées sur [MediaHub](#) ou sur le site des [archives du CICR](#) ;
- éviter d'insérer du texte sur des visages ;
- modifier, le cas échéant, les noms des enfants afin d'ajouter un niveau supplémentaire de protection.

¹⁵ [Métadonnées – bref résumé des bonnes et mauvaises pratiques](#) (en anglais seulement)



Légende : Des résidents reçoivent du matériel de soudage acheté par le CICR. Vodiane (région de Donetsk), Ukraine, 1^{er} octobre 2019. Photographie : Yevgen Nosenko/CICR.

4. Liens utiles

[Formulaire de consentement \(adulte\)](#)

[Formulaire de consentement \(enfant\)](#)

[Code de Conduite pour les collaborateurs et collaboratrices du CICR](#)

[Digital ToolBox](#), qui donne des indications sur la façon de filmer, de photographier ou d'utiliser les médias sociaux

[Introduction à la communication à des fins de collecte de fonds](#) (en anglais seulement)

[Archives du CICR](#)

[Photos and vidéos à archiver : bonnes et mauvaises pratiques](#) (en anglais seulement)

[Guide pour l'archivage des vidéos](#)

[Guide pour l'archivage des photos](#)

[Politique en matière d'archivage audiovisuel](#) (en anglais seulement)

METADONNÉES

Document title/Publication title: 4717_002_ Lignes directrices du CICR sur l'éthique visuelle dans le cadre des communications publiques

Authors: Nicola Eva Fell, Kathryn Cook-Pellegrin, Sara Bonyadi

Working group: Patrick Griffiths, Rebeca Galindo, Sarah Davies, Mark Kamau, Megha Sandu, Emmanuel Oduor, Ahmed Abdel Fattah, Lamiaa Saad, Javier Augusto Di Benedictis, Simon Goyeneche Bustelo, Suhair Zakkout, Zewdu Ayalew, Gabriela Karina Sala Rigler and Natasha Rahman

Reviewed by the following ICRC units: protection des données, sciences forensiques, violence sexuelle, archives, protection, collecte de fonds, questions juridiques et détention.

© CICR – Comité international de la Croix-Rouge

Description: ces lignes directrices institutionnelles sont destinées à tout membre du personnel chargé de réaliser des photos ou des vidéos. Elles définissent les normes d'éthique à respecter lors de la collecte ou du choix des contenus, comment et quand demander le consentement éclairé de la ou des personnes concernées et le stockage approprié des fichiers numériques. Ce document a été préparé en 2024 en conformité avec les normes des meilleures pratiques dans le secteur humanitaire.

Keywords: Comité international de la Croix-Rouge ; CICR ; photographie, film, vidéo, éthique, consentement, données, archives, audiovisuel, contenu, collecte de fonds, communications

Copyright: Comité international de la Croix-Rouge